Ehrenpreis, Stefan, *Kaiserliche Gerichtsbarkeit und Konfessionskonflikt. Der Reichshofrat unter Rudolf II. 1576-1612*

Christophe Duhamelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1675>

DOI : 10.4000/ifha.1675

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Christophe Duhamelle, « Ehrenpreis, Stefan, *Kaiserliche Gerichtsbarkeit und Konfessionskonflikt. Der Reichshofrat unter Rudolf II. 1576-1612* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1675> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1675>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Ehrenpreis, Stefan, *Kaiserliche Gerichtsbarkeit und Konfessionskonflikt. Der Reichshofrat unter Rudolf II. 1576-1612*

Christophe Duhamelle

- 1 Le renouvellement massif des études portant sur la juridiction des deux tribunaux impériaux à l'époque moderne a d'abord concerné le Tribunal de la Chambre Impériale. Il aborde désormais de plus en plus le Conseil Impérial Aulique (Reichshofrat), auquel est consacré l'ouvrage de St.E. ; il est toutefois malaisé de situer dans cette évolution un livre qui, issu d'une thèse soutenue en 1998 à Bochum, n'est publié que huit ans plus tard. La difficulté est redoublée par ses choix méthodologiques. En effet – un ouvrage collectif récent l'a bien montré (voir BullMHFA, 43, 2007, p. 324-325) – ce domaine de recherche progresse actuellement soit par une appréhension statistique de l'activité globale des tribunaux (voir par exemple BullMHFA, 37, 2001, p. 291-292 et 40, 2004, p. 464-465), soit par l'analyse approfondie d'une affaire (BullMHFA, 39, 2003, p. 254-255 et 40, 2004, p. 448-449, entre autres). Or, St.E. a choisi un moyen terme qui consiste à étudier une douzaine de procès « représentatifs » sur les 8 000 (évaluation haute) traités par le Conseil Impérial Aulique pendant le règne de Rodolphe II (1576-1612), sans que soient parfaitement clairs les critères qui ont permis à l'auteur d'établir cette représentativité et sans que soit vraiment écartée la tentation de juxtaposer autant de petites monographies consacrées chacune à un des procès.
- 2 Ces réserves étant faites, quel est l'apport de l'ouvrage, axé sur la question confessionnelle ? La Paix d'Augsbourg de 1555 créait un cadre juridique pour organiser les rapports entre catholiques et protestants dans l'Empire. Les deux tribunaux d'Empire sont donc au centre des efforts pour mettre la paix en pratique, puis des conflits surgissant de ses imperfections. Le Conseil Impérial Aulique – celui de ces deux tribunaux qui dépendait directement de l'Empereur et n'était pas tenu de respecter, parmi ses juges, la parité confessionnelle – passe pour avoir été, dans les trente ans

précédant le début de la guerre de Trente Ans, le fer de lance de la Contre-Réforme catholique et le fossoyeur d'un ordre juridique équilibré, tandis que l'Empereur – le lunatique Rodolphe II – renonçait à jouer le rôle arbitral qu'avait incarné son prédécesseur, Maximilien II. Sans modifier fondamentalement cette interprétation, St.E. y apporte quelques retouches.

- 3 L'analyse prosopographique des 71 conseillers et des quatre présidents du tribunal (les notices biographiques sont données en annexe pour les premiers, dans le texte pour les seconds) permet de nuancer l'image d'un aréopage purement catholique : au moins 10% sont protestants. Ce travail, montrant le poids de la noblesse des pays héréditaires des Habsbourg (17 sur 75), renforce les conclusions de la première partie qui, elle, souligne l'insertion du tribunal dans la cour de Prague et ses liens avec d'autres organes politiques de l'Empereur (en particulier le Geheimrat). L'ensemble conduit l'auteur à suggérer que, d'une part, l'objectif prioritaire du Conseil Impérial Aulique était d'établir la légitimité de la juridiction de l'Empereur et que, d'autre part, l'offensive de la Contre-Réforme est portée moins par lui-même (comme le disent de nombreux écrits protestants) que par l'agressivité nouvelle des ordres religieux (tous ceux qui portent plainte, dans les procès étudiés, sont catholiques). De même, la chronologie du durcissement des conflits est insérée dans celle de la politique impériale – suspension des guerres turques, début du conflit au sein de la Maison d'Autriche et recherche par Rodolphe de l'alliance bavaroise – et non seulement dans une chronologie confessionnelle. Au fil des procès étudiés, St.E. rappelle donc que l'action du tribunal, qui vise davantage à affirmer sa prérogative (disant le droit par des mandats avant de traiter le conflit lui-même) et à influencer sur les rapports de forces locaux (commissions impériales) qu'à trancher d'emblée les affaires, est demeurée en matière confessionnelle plus souple que ce que l'on a longtemps cru. Bref, le Conseil Impérial Aulique aurait poursuivi une politique de renforcement de la prérogative impériale mise au service de l'interprétation catholique de la paix, davantage qu'une politique ultra-catholique menée aux dépens de la position politique de l'Empereur – et aurait ainsi posé les fondements de la puissance qui fut la sienne après 1648.
- 4 Christophe Duhamelle (École des Hautes Études
- 5 en Sciences Sociales, Paris)